

DECLARATION CGT / CFE.CGC FRALIB GEMENOS

La direction de FRALIB et le groupe UNILEVER, sont venus très tôt ce matin, accompagnés cette fois d'une trentaine de garde du corps, véritable milice patronale.

Les salariés ont respecté scrupuleusement les décisions de justice, y compris la dernière, celle qui malheureusement, légitime la présence des gardes du corps armés à l'intérieur de l'usine.

Cette dernière décision de justice, pour laquelle nous avons fait appel, que nous pouvons que regretter, nous l'avons dénoncée dès le 25 octobre.

Cette décision a donné la possibilité à la direction d'agir de la sorte, et de créer une situation de violence que les salariés ont subit ce matin.

Trois de nos camarades ont dû se rendre aux urgences, et 2 camarades (femmes) ont dû être transportés par les pompiers, victimes d'agression physique de la part de la milice mise en place par la direction.

Ce matin, nous avons atteint un sommet dans l'escalade de la violence et la provocation patronale, dont ils se sentent légitimés par cette décision de justice, afin de mettre en place leur milice à l'intérieur de l'usine. Après avoir donné les ordres, la direction a quitté les lieux.

Alors que la direction a motivé devant la justice la présence des gardes du corps armés uniquement pour sa protection physique, ce qui a été retenu par le juge pour justifier leur présence à l'intérieur du site.

Voilà qu'une fois la direction partie, pas moins de trente miliciens ont bloqué les accès de l'usine aux salariés et leurs représentants, les empêchant de rentrer.

La direction cherche par tous les moyens de créer les conditions pour faire sortir les salariés de l'usine, les coupant ainsi de leurs représentants, elle se présente entourée de gardes du corps provocateurs, huissier de justice, gendarmes, police municipale.

Les salariés de FRALIB avec leurs représentants ont repris leur place légitime dans l'entreprise. La milice a dû quitter les lieux mettant en échec cette nouvelle provocation patronale.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté, ce comportement scandaleux, d'une direction fachisante contre des femmes et des hommes qui ne demandent qu'une chose, TRAVAILLER.

Le gouvernement par son silence se rend complice de ces méthodes.

Les salariés de FRALIB sont en lutte depuis le 28 septembre 2010, contre la fermeture de leur usine, et pour le maintien de l'activité industrielle et des emplois. Il est urgent que les dirigeants de notre pays assument leurs responsabilités, fassent cesser ces méthodes indignes et organisent dans les plus brefs délais une table ronde nationale que nous demandons depuis plusieurs mois.